



Pour les droits du peuple palestinien, Pour le droit international et contre la guerre, Mobilisons-nous !

L'attaque menée le 28 février contre l'Iran par Israël et les Etats-Unis, au mépris du droit international, a provoqué l'embrasement de la région et une crise mondiale d'une ampleur inédite. En parallèle, et malgré un prétendu cessez-le-feu, Israël continue de bombarder le Liban, de déplacer sa population, de semer la mort et la destruction dans une partie de plus en plus vaste de ce pays. Le projet de « Grand Israël », annexant une partie des pays voisins, est à l'œuvre sur le terrain, et ouvertement revendiqué par une partie de la classe politique israélienne.

Le Collectif national pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens condamne ces guerres déclenchées dans le mépris du droit international. Nous dénonçons la guerre perpétuelle menée par Israël et les États-Unis contre les pays de la région. L'embrasement en cours de tout le Moyen-Orient nous conduit au chaos mondial. Nous sommes solidaires de tous les peuples qui subissent cette agression : le peuple palestinien, le peuple libanais, et le peuple iranien qui doit lutter à la fois pour sa liberté et contre l'agression d'Israël et des Etats-Unis.

Sachons confronter la racine de ces guerres sans fin : ce qui se passe à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem et en Israël même, c'est le projet d'anéantissement d'un peuple pour s'emparer de sa terre et de toutes ses ressources. Le refus par Israël de toute perspective de paix, de toute reconnaissance effective des droits du peuple palestinien sur sa propre terre, est la source des conflits dans lesquels Israël et les Etats-Unis plongent le Moyen-Orient. **Gardons nos yeux tournés vers la Palestine !**

À Gaza, la population déplacée, victime des massacres et de la destruction de tous ses moyens d'existence, est confinée dans un espace de plus en plus réduit, pendant qu'Israël détruit systématiquement tout ce qui reste dans les 60% du territoire qu'il occupe. Les grandes ONG internationales humanitaires ont dû mettre fin à leurs activités, les journalistes sont toujours interdits d'entrée... Des bombardements continuent à viser les journalistes, les policiers... Les entrées de camion sont très limitées, la population est épuisée, mal nourrie, en manque de médicaments...

En Cisjordanie, la colonisation s'accélère, les terres sont confisquées, les communautés palestiniennes attaquées et déplacées. La violence des colons, protégés par l'armée d'occupation, se déchaîne contre les Palestiniens. De nouvelles lois sont votées, ou en préparation, pour accroître encore l'emprise israélienne sur l'ensemble du territoire palestinien occupé. **À Jérusalem-Est**, expulsions et démolitions se multiplient, des quartiers entiers sont menacés d'expulsion.

En Israël même, les Palestiniens subissent des menaces permanentes, ils sont visés par des lois discriminatoires qui en font des citoyens de seconde zone. Ils ne sont pas épargnés par le système d'apartheid qui vise l'ensemble de la population palestinienne ; la récente loi sur la peine de mort, qui vise les seuls Palestiniens, est un exemple flagrant de ce régime d'apartheid.

La population des camps de réfugiés du Liban est victime des ordres de déplacement forcé, et souvent des attaques directes, de l'armée israélienne.

Les tortures subies par les militantes et militants des Flottilles ont révolté le monde entier : elles ne sont que le reflet des tortures continues et encore plus abjectes imposées par Israël aux plus de 9000 prisonniers politiques palestiniens. Une centaine d'entre eux sont morts depuis le 7 octobre de ces tortures, ainsi que du manque de soins et de nourriture.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) dénonce cette guerre génocidaire menée par l'État israélien contre le peuple palestinien. Ce sont des décennies d'impunité totale de l'État d'Israël, alors qu'il viole en permanence le droit international, qui nous ont menés à cette situation.

Nous dénonçons l'inaction du gouvernement français face à cette situation intolérable, et l'absence de sanction ou de mesure crédible qui vise l'État d'Israël et la politique qu'il mène. Nous dénonçons les multiples atteintes aux libertés qui visent les organisations et les militant·es engagé·es pour les droits du peuple palestinien.

Nous exigeons :

- L'arrêt immédiat des agressions israéliennes : génocide à Gaza, nettoyage ethnique en Cisjordanie et à Jérusalem, bombardements et déplacements massifs au Liban
- La fin immédiate de l'occupation, de la colonisation et des politiques d'apartheid ;
- La protection de l'UNRWA ;
- Le respect du droit au retour des réfugiés palestiniens ;
- L'arrêt du commerce d'armes avec Israël ;
- Des sanctions contre Israël, dont la suspension immédiate de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël ;
- L'application des mandats d'arrêt émis par la Cour Pénale Internationale contre les dirigeants israéliens.

Nous appelons à une mobilisation massive partout en France pour faire entendre ces exigences.

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité - Association de Solidarité Inter Peuples - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Cedetim / IPAM - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) – Confédération Paysanne - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste (CISE) - Droit-Solidarité – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Femmes Égalité - Forum Palestine Citoyenneté – L'Alliance Pour la République Écologique et Sociale (L'Après) - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - Les Femmes en noir (FEN) – Les Écologistes EELV – Mouvement pour une alternative non-violente (MAN) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement de la Paix - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA-A) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) – Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Réseau Coopératif de la Gauche Alternative (RCGA) - Union communiste libertaire (UCL) - Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) – Union pour la Reconstruction Communiste (URC) - Union syndicale Solidaires

16 juin 2026